

Le Courriel d'information

n°177 – Mardi 17 octobre 2000.

EL GRITO.

Dans ce numéro

En bref...

1- Le Cri des exclus. En Amérique latine et centrale le 12 octobre… c'est le cri des exclus. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Cela fait 5 ans que l'Initiative existe et elle réussit de plus en plus à mobiliser des centaines d'organisations sur l'ensemble du sous-continent. Un évènement, bien entendu passé sous silence dans les médias du Nord.
2- Manifeste pour un millénaire sans exclusions. Le programme du cri des exclus.
3- Les sans-tickets. Une action citoyenne en Belgique pour une réelle politique de service public des transports en commun.
4- Cher Monsieur… Lorsque l'AFL CIO s'adresse au gouvernement des Etats Unis, le syndicat américain emboîte le pas des organisations de la société civile pour demander une véritable annulation de la dette des pays.
5- L'Autre Sommet. Le 9 novembre à Marseille. Voici le programme.
6- Brèves d'OMC. Agriculture, boeuf aux hormones et OGM sont au menu. Mais on retiendra particulièrement les conflits sur les droits de propriété intellectuelle, le fait que l'OMC cherche des fonds, la Chine… et peut-être sans doute que pour la première fois l'OCDE risque d'être victime d'une attaque en règle de certains paradis fiscaux devant l'OMC… A suivre comme d'habitude.
7- Taxe Tobin. Encore des bonnes nouvelles. Nous vous laissons les découvrir.

Le Cri des exclus

12 octobre 2000: EL GRITO DE LOS EXCLUIDOS
L'histoire remise à l'endroit

Le 12 octobre qui a été dans toute l'Amérique Latine durant cinq siècles la journée d'hommage à « Isabel la Catholique » et à « Cristobal Colon », Dia de la Raza en hommage au conquérant, est devenu le DIA DE LOS EXCLUIDOS, le jour où "los de abajo" voudraient remettre l'histoire à l'endroit.

Le 12 octobre est le jour du GRITO DE LOS EXCLUIDOS, Le cri des Exclus. Cette organisation pour "le travail, la Justice et la vie", constituée il y a cinq ans au Brésil, existe maintenant dans toute l'Amérique Latine et, aux côtés d'autres organisations, dénonce l'exclusion et propose des alternatives.

Ce 12 octobre 2000 a été l'occasion de dénoncer l'exclusion sociale, la destruction de l'environnement, le mécanisme asservissant de la dette externe, mais surtout il est parvenu à présenter son action à l'ONU. Une délégation formée par Perez Esquivel , Rigoberta Menchu, Frei Betto et l'évêque Federico J.Pagura est intervenue devant l'Assemblée générale à New York. "Nous nous adressons aux Nations Unies et aux gouvernements du monde pour dire qu'il est temps de définir des actions énergiques pour



renverser la situation honteuse de misère et d'exclusion dans laquelle est plongée la majeure partie de l'humanité".

En Amérique Latine, selon la CEPAL, il y a 224 millions de pauvres. Le nombre de personnes qui vivent avec 1 dollar par jour est passé de 64 millions en 1987 à 80 millions en 1998. Le chômage est passé de 6% en 1990 à 9,5 % en 1999 (selon les chiffres de l'OIT). Mais, plus massif encore, le secteur d'activités informelles qui absorbe la moitié de la population active des villes en Colombie en Bolivie et au Pérou indique la détérioration de la situation économique. L'intégration de 15 millions d'enfants au marché du travail en est un autre indicateur.

L'abrogation des conquêtes sociales, flexibilisation du travail, contrats précaires, défaut de protection sociale, et de droit syndicaux, sont la conséquence de l'application des programmes d'ajustement structurel et très directement le résultat des privatisations des entreprises publiques et leur appropriation par les transnationales.

L'aggravation du statut des travailleurs, qui prend l'aspect d'un nouveau servage, spécialement dans les maquiladoras, qui est dénoncé par les travailleurs entraîne en réaction une criminalisation des luttes et des mouvements sociaux et la persécution des dirigeants syndicaux et des leaders paysans .

L'incidence des politiques néolibérales sur la vie paysanne, en particulier celle des Amérindiens s'est amplifiée au cours de la dernière décennie: au principe "la terre à celui qui la travaille" s'est substitué le principe "la terre à celui qui détient le capital pour l'acheter". Le nombre de paysans sans terre s'est accru et parallèlement le latifundisme s'est développé avec l'achat de terres et de forêts par les transnationales. Les transnationales visant d'une part le développement de leurs cultures transgéniques et d'autres part, dans les régions sylvestres l'appropriation des ressources naturelles en vue de la brevétisation des plantes médicinales ou alimentaires connues par les Amérindiens depuis la nuit des temps.

Le programme néolibéral, en particulier le mécanisme de la dette externe s'apparente à un système moderne de piraterie, d'exploitation et d'asservissement des pays du Tiers monde. Pour l'Amérique Latine, l'ajustement structurel a signifié : fermeture d'écoles, abandon du financement des hôpitaux publics, paralysie du développement des infrastructures, en somme aggravation du sous-développement.

LE CRI DES EXCLUS dénonce devant l'ONU les responsables de l'aggravation de la pauvreté et du sous-développement: le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC qui sont au service des pays du G7 et des transnationales.

Il juge que les mécanismes de la mondialisation fondée sur la prééminence du marché, ne peuvent en aucun cas permettre ni un développement économique ni une justice sociale dans les pays du Tiers monde.

LE CRI DES EXCLUS appelle donc les Nations Unies à réévaluer les politiques des IFI et mettre un terme à l'ajustement structurel dont l'inefficacité est patente dans le monde entier.

« Nous demandons la mise en marche de propositions alternatives qui soient fondées sur le respect de la dignité humaine et la protection de l'environnement.

Nous estimons que les décisions politiques dans ces domaines doivent rester aux mains des gouvernements nationaux et ne pas être dictées par le FMI, la BM ou l'OMC.

Nous considérons que le champ d'action de l'OMC doit être réduit, et qu'en particulier, l'agriculture, les services sociaux et la création intellectuelle doivent lui être retirés.

Nous proposons un renforcement du mandat et des structures des Nations Unies, afin que les transnationales soient tenues de rendre compte devant les Nations Unies des effets de leur activité en matière de droits de l'homme, de liberté syndicale et de normes écologiques.

Nous demandons l'annulation de la dette externe dans pays du Sud au motif qu'elle a déjà été payée. Nous demandons que les ressources dégagées par cette opération soient consacrées à un programme de développement durable sous contrôle démocratique des citoyens.

Nous appuyons l'initiative de Taxe Tobin sur les transactions financières spéculatives en vue de combattre la pauvreté. »

Cette démarche devant l'Assemblée générale des Nations Unies va beaucoup plus loin que son aspect symbolique. L'exposé montrant l'aggravation du sous-développement du Tiers monde et exigeant comme unique alternative le



renversement des politiques actuelles a des chances d'être entendu, et sa présentation par quatre personnalités ayant une autorité morale incontestable sera un stimulant pour les autres victimes de la mondialisation néolibérale.

Denise Mendez. Coordination Amérique Latine
groupe-americas@attac.org
Paris 13 octobre 2000

Manifeste pour un millénaire sans exclusion

Cri des Exclus et Exclues des Amériques

Du plus profond de nos cœurs, nous, les exclues et exclus des Amériques, nous lançons un cri pour protester contre les inégalités et les injustices qui sévissent dans le monde où nous vivons. Nous sommes toutes et tous les passagers d'un même navire, la planète terre. Mais, comme au temps des caravelles des colonisateurs et comme dans les vols transatlantiques actuels, nous ne voyageons pas tous dans les mêmes conditions. En première classe se trouve une minorité qui profite de tous les privilèges qui découlent de la consommation superflue, des pratiques antisociales et destructrices de l'environnement. Cette minorité a accès à une médecine sophistiquée, à l'éducation, à la culture et aux bénéfices de la technologie de pointe. Dans les cales insalubres du navire, harcelée par la faim, les maladies, la violence et l'exploitation, s'entasse la majorité de la population mondiale.

Notre cri s'élève contre un certain type de mondialisation économique qui favorise les quelques pays développés aux détriment des nations pauvres, révélant ainsi sa vraie nature de colonisation globale. Le PIB mondial, estimé actuellement à 25 000 milliard de dollars US, reflète cette accumulation brutale des richesses dans les mains de quelques-uns. Les pays du G7 (États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne et Japon) produisent 18 000 milliard. Les 7 mille milliard restant se répartissent entre plus de 180 pays. Cela fait hurler de constater que seulement trois citoyens des États-Unis (Bill Gates, Paul Allen et Warren Buffett) possèdent à eux trois une fortune supérieure au PIB de 42 pays pauvres où vivent 600 millions d'habitants. Ce qui se mondialise c'est la pauvreté et non pas le progrès, c'est la dépendance et non la souveraineté, c'est la compétitivité et non la solidarité.

Il en résulte 204 millions de pauvres et 90 millions de misérables en Amérique Latine et aux Caraïbes auxquels il faut ajouter les poches de misère qui existent en différents endroits des États-Unis opulents. Notre cri est un cri de protestation contre cette économie capitaliste néo-libérale régie par le FMI et la Banque Mondiale qui réduit la démocratie au marché, la citoyenneté à la consommation et qui viole la souveraineté de nos États nationaux par les contraintes et les menaces.

Si les nations riches aspirent au progrès, pourquoi n'établissent-elles pas des règles justes pour le commerce mondial en éliminant les restrictions et les pratiques commerciales qui déprécient les prix des produits que les nations pauvres exportent ? Si elles aspirent à la paix, pourquoi ne cessent-elles pas la course aux armements, qui consomme chaque année 800 milliards de dollars US, pourquoi ne stoppent-elles pas leurs exportations d'armes vers les pays du tiers monde ? Si elles veulent en finir avec les drogues, pourquoi laissent-elles prospérer ces paradis fiscaux où l'argent sale est blanchi par les “ honorables ” banquiers du Premier Monde, pourquoi n'interdisent-elles pas d'exporter l'éther et l'acétone des États-Unis vers les fabricants ?

Notre cri dénonce le fait qu'à la fin de la seconde guerre mondiale l'Amérique latine n'avait aucune dette alors qu'aujourd'hui elle doit presque 1 000 milliards. C'est la plus forte dette extérieure par habitant au monde. Par conséquent notre continent est le champion en terme d'inégalités entre les plus riches et les plus pauvres. Nos pays sont victimes du capital spéculatif, du colonialisme culturel que représentent les programmes télévisés mis en conserve et des interventions militaires sous prétexte de combattre le narcotrafic. Il n'y a jamais eu autant d'affamés et de chômeurs en Amérique.

Notre cri en est un d'indignation mais c'est aussi un cri d'espoir. Nous nous réjouissons de voir des paysans se mobiliser pour exiger la réforme agraire, de voir des groupes issus d'un large éventail de pays et représentant des intérêts très variés se rassembler pour bloquer les réunions des grands banquiers et chefs d'entreprise à Seattle, Washington et Prague dans le but de protester contre le système économique néolibéral; des mouvements populaires ont organisé des manifestations massives pour exiger des changements dans presque tous les pays du continent, plus spécialement au Mexique, Venezuela, Pérou, Bolivie, Argentine et Équateur. Nous sommes témoins de la force des peuples indigènes qui se sont soulevés avec courage pour réclamer la



démarcation de leurs terres, de la multiplication des mouvements de femmes contre la discrimination machiste, de l'organisation des mouvements noirs pour exiger le respect de leurs racines culturelles et de leurs droits historiquement réprimés. Au Brésil, 6 millions d'électeurs se sont prononcés contre le paiement de la dette externe au cours d'un référendum des citoyens récemment effectué dans le pays tout entier.

Ces signes, visibles dans le monde entier, nous donnent espoir de voir le Fond Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce et la Banque Mondiale remplacés par des institutions réellement démocratiques où chaque nation aurait un droit égal de parole et de vote; ainsi on pourrait réglementer les flux de capitaux spéculatifs, abattre le protectionnisme des pays riches et donner la priorité aux droits de l'homme et à la justice sociale.

Nous espérons que notre clameur va s'étendre pour que le gouvernement des États-Unis soit contraint de se retirer de la Colombie, évitant ainsi un conflit qui mettrait en grave danger la population et la biodiversité amazonienne. Notre cri demande aussi que cesse le cruel embargo que les États-Unis continuent d'imposer à Cuba.

Nous espérons que nos revendications minimales seront très vite réalisées : réforme agraire, changement des politiques économiques afin d'éliminer la pénurie d'emplois et l'exclusion, démarcation et protection des terres indigènes, respect de l'environnement, fin de la dépendance économique et culturelle de nos peuples et annulation de nos dettes externes, dans l'esprit du Jubilé convoqué par le Pape Jean Paul II. Nous défendons l'accès de tous et de toutes aux Droits fondamentaux que sont la terre, le travail, un logement digne, l'éducation et la santé.

Notre cri est lancé vers tous ceux qui sont sensibles à la solidarité et qui osent adhérer à l'utopie d'un monde sans inégalités, sans misère et sans exclusion, fondé sur la justice et la liberté.

Communiqué de presse no. 1

Cri des Exclus et des Exclues 2000 pour le travail, la justice et la vie

Le Cri des Exclus et des Exclues est une grande manifestation populaire des Amériques qui souhaite dénoncer les situations d'exclusions et proposer des alternatives. Le Cri est apparu au Brésil en 1995, en réponse aux inégalités sociales et suite à la résistance croissante au modèle néolibéral. Aujourd'hui, le Cri s'organise dans tous les pays du continent américain.

Les principaux objectifs du Cri des Exclu(e)s sont de dénoncer l'exclusion sociale et la destruction de l'environnement, de renforcer la souveraineté des peuples et la défense de la vie, de racheter les dettes sociales et de lutter pour le non-paiement de la dette externe. Dans cette perspective, les 2 et 7 septembre, le Cri a organisé au Brésil le "Référendum national sur la dette externe", une consultation populaire sur l'endettement externe et interne, qui a mobilisé plus de 6 millions de personnes dans le pays.

Le Cri des Exclu(e)s a comme principe "l'unité dans la diversité". Cette définition permet aux mouvements populaires de s'organiser sous diverses formes dans chaque pays. Ces mobilisations peuvent être des marches, des débats, des événements populaires, des expositions photographiques, des concours d'écriture, etc.. Ce type d'organisation favorise les convergences dans l'élaboration de projets populaires et la valorisation des cultures locales. Le Cri s'est unis à la campagne Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette externe, à la Marche mondiale des femmes, à l'Alliance sociale continentale contre l'Accord de Libre Échange des Amériques (ALÉA) et à la Marche en Route vers la Frontière organisée par des groupes de défense des immigrés du Mexique et des États-Unis.

Le 12 octobre une délégation du Cri des Exclu(e)s, composée de personnalités comme Pérez Esquivel, Rigoberta Menchu, Frei Betto et l'évêque Federico J. Pagura interviendront devant l'Assemblée Générale des Nations Unies pour dénoncer le modèle économique exclusif proposé par le Fond Monétaire International et par la mise en application de l'Accord de Libre Échange des Amériques; dénoncer le Plan Colombie, la militarisation et l'Interventionnisme des États-Unis en Amérique latine; et dénoncer la pression des multinationales pour la production et la commercialisation d'aliments transgéniques. A cette occasion, le Cri demandera la libération des prisonniers politiques Mumia Abu Jamal (leader du mouvement noir des États-Unis, condamné à mort) et Leonard Peltier (leader indigène, condamné à la perpétuité).

Après la réunion des Nations-Unies, le Cri des Exclu(e)s organisera une marche jusqu'à Union

Square à New-York, où se tiendra un grand événement culturel en hommage à ceux qui immigrent aux États-Unis. Au même moment des veillées seront organisées dans tous le continent devant les consulats et les ambassades des États-Unis.

Agence Latino Américaine d'information
Internet: info@alai.ecuanex.net.ec
Adresse: Casilla 17-12-877, Quito-Écuador
URL: http://alainet.org
Traduction Christine Estavoyer & Jean McCombe, traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Les sans-tickets

A l'aube de la renégociation du contrat de gestion de la SNCB...

Depuis 16 mois, le collectif "sans ticket" est devenu très pratiquement et très sereinement un acteur surprenant, permanent et résolu, de ce champ particulier mais quotidiennement essentiel, que constitue la Mobilité. Il y est entré par un acte de désobéissance, fort de sa carte de "réappropriation du droit au transport" que d'autres qualifient, moins positivement mais de manière objectivement exacte, de "carte de refus de payement" ! "Non se paga..." On ne paie plus... Et ce n'est pas ici une comédie théâtrale, mais l'expression d'une pratique devenue quotidienne.

Ainsi donc aujourd'hui, à Liège et à Bruxelles principalement, des centaines de gens circulent en train, tram, bus ou métro, avec cette petite carte nominative comme seul et unique titre de transport. Pour eux, il s'agit ainsi notamment, de rompre avec cette image stigmatisante et culpabilisante du fraudeur qui profite du bien commun, tout autant qu'avec une capitulation devant l'immobilisme, l'isolement et l'exclusion...Ainsi, face à des logiques en expansion de rentabilité et de marketing commercial des gestionnaires des transports publics, conscients que par leurs impôts et/ou leur consommation courante, même si elle est faible, ils financent l'existence de ces services auxquels ces logiques leur dénient finalement l'accès, les utilisateurs de la carte du CST réaffirment avec calme et avec détermination, leur droit irrépressible à leur mobilité ! Cette mobilité que l'Etat aurait à leur garantir et que, par défaut, ils ont décidé de se garantir eux-mêmes. Acte politique fort : réaffirmer par là l'ambition collective d'un véritable Service Public, extérieur à toute recherche de profit et à toute sélectivité basée sur le revenu, le statut, ou l'âge.

Sortir d'une posture d'impuissance, celle-là même qui semble river les responsables politiques, dans des carcans techniques et de gestionnaires sans plus aucune force de résistance au rouleau compresseur de la pensée unique.

En effet, l'action du Collectif Sans Ticket s'inscrit, il faut le savoir, dans un champ dont les enjeux et les urgences sont cruciaux. Enjeux par rapport auxquels le gouvernement arc-en-ciel, et principalement sa composante verte, aurait à formuler des positions et des réponses concrètes très claires.

- Voulons-nous aujourd'hui une mobilité partielle et socialement partiale, rendue plus rentable et plus efficace grâce à une sélection accrue des usagers, construite par l'exclusion et donc la répression des citoyens insolvables ou précarisés ?

- Voulons-nous aujourd'hui que soient assumés par l'Etat et ses Services Publics, donc par le financement citoyen, les coûts considérables pour l'environnement et pour les hommes qu'engendrent le "tout économique", la recherche de hausses de productivité, la course à la rentabilité, coûts dont les entreprises pour ce faire cherchent à se débarrasser ?

- Voulons-nous que l'on intensifie, par la contrainte, parfois par la menace ou par la peur du licenciement, la dégradation catastrophique des conditions de travail de ceux qui produisent réellement et font, pratiquement et quotidiennement, fonctionner ces services aux citoyens ?

- Voulons-nous que l'on prône encore et toujours le développement de systèmes de circulation et de transports, y compris des marchandises qui engendrent souvent davantage d'immobilisme que de mobilité, mais aussi une pollution qui frôle, à bien des égards, des seuils irréversibles.

Ou alors, tout au contraire, voulons-nous que nos gouvernants optent pour une défense, un (re)déploiement et une (ré)organisation démocratique, pour les usagers et pour les travailleurs, d'un réel Service de Transports Publics, accessibles à tous ? A l'aube de la renégociation du contrat de gestion de la SNCB et de nouvelles décisions européennes lourdes de conséquences sur la libéralisation du marché du transport des personnes et des



marchandises, les questions que pose ici le Collectif Sans Ticket, sont capitales.

Pour celui-ci, si les seules réponses actuellement reçues sont celles d'Administrations qui font tomber sur la tête de ses "membres" des amendes de plus en plus impayables, et donc impayées, voire qui envisagent d'envoyer certains d'entre eux devant les tribunaux, il s'agit en tout cas de continuer d'affirmer que l'impuissance n'est pas (encore) de ce monde et que devant le front du mercantilisme et du profit maximal, peut s'organiser, dans la coopération et dans la solidarité, un front de refus large, décidé et prospectif, sans compromission sur l'avenir qu'il entend se construire et se garantir, pour lui-même et pour les générations à venir.

COLLECTIF SANS TICKET
rue Van Elewijck, 35 à 1050 Bruxelles 02/644.17.11 - rue Pierreuse, 21 à 4000 Liège 04/344.58.88 collectifsansticket@altern.org
Carte blanche parue dans le Liège-ATTAC n° 7. Pour plus d'informations liege@attac.org

Cher Monsieur...

Timothy Geithner
Under Secretary for International Affairs
U.S. Treasury Department
1500 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20220

Cher Monsieur le Sous Secrétaire Geithner

L'AFL-CIO soutient fermement l'action de soulagement de la dette pour les pays en voie de développement. Nous avons travaillé en collaboration étroite avec Jubilée 2000, le Congrès et l'Administration américains pour assurer le financement total de la partie revenant aux USA pour l'initiative de soulagement amélioré de la dette pour les pays les plus endettés.

Je crois que nous sommes proches d'atteindre notre but et nous apprécions le dur travail que vous et vos collègues avez effectué pour que le soulagement de la dette devienne une réalité. Mais le soulagement de la dette ne contribuera pas à promouvoir effectivement la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement si son acquittement est conditionné à l'adoption de politiques qui ralentissent le développement et font torts aux pauvres.

Le FMI et la Banque mondiale exigent couramment de la part de certains pays emprunteurs, y compris parmi des pays les plus endettés, d'imposer ou d'augmenter les frais imputés aux utilisateurs en ce qui concerne l'éducation primaire et les soins de santé comme condition pour recevoir des prêts et bénéficier de soulagement de la dette. Des recherches ont montré que ces frais imputés aux utilisateurs ne procurent que peu de revenus aux gouvernements de pays en voie de développement et imposent des coûts à long terme pour la présence scolaire et la santé de base. Que ces frais de scolarité ou de soins soient appelés d'un autre nom tel que "partage des coûts " ou "financement communautaire" ou bien soient combinés avec des programmes d'exemption pour certains utilisateurs de service, le résultat est souvent le même: les pauvres ne reçoivent simplement pas les services de base dont ils ont besoin. Les enfants ne vont pas à l'école et les familles pauvres sont rejetées des hôpitaux et cliniques.

Le propre service des Opérations et Evaluation de la banque Mondiale et son plus récent Rapport sur le Développement du Monde a reconnu l'utilité limitée des programmes d'exemption pour adoucir le mal causé par ces frais d'utilisation. Même le président de la Banque mondiale James Wolfensohn a reconnu la nécessite de réformer la politique de la Banque mondiale en ce qui concerne ses frais imputés aux utilisateurs.

Le gouvernement des Etats Unis doit saisir cette opportunité pour prendre la juste position sur ce sujet. Le FMI et la Banque mondiale ne doivent pas conditionner un seul dollar de soulagement de la dette ou de financement de développement à la création, l'expansion ou la continuation d'un programme de frais d'utilisation par un pays emprunteur.

Aucun accord de prêt, document décisionnel ou projet de stratégie de réduction de la pauvreté ne doit contenir une telle demande et les Etats Unis doivent faire savoir de façon claire à la Banque et au Fonds que l'aide future de ces initiatives dépendra de l'assurance exprimée par les institutions que les frais d'utilisation doivent être éliminés.

Bien sûr, les Directeurs exécutifs des Etats Unis doivent recevoir les instructions de voter contre tout programme ou document qui inclurait des frais d'utilisation. Finalement, le Département du Trésor doit rendre compte au Congrès chaque année des progrès effectués pour éliminer les frais imputés aux utilisateurs et des votes des Directeurs exécutifs à cet égard.



En mettant fin à l'imposition des frais imputés aux utilisateurs par le FMI et la Banque mondiale, ceci contribuera à s'assurer que le soulagement de la dette et le financement du développement ne soient pas seulement des gestes généreux mais qu'ils soient effectifs. Nous espérons dans l'avenir travailler avec vous et le Congrès pour atteindre un consensus sur ce problème important.

sincèrement votre,
David Smith Directeur, Département de la Politique Publique. AFL CIO.
Traduction : Jean Pierre Schermann, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

L Autre Sommet

Le 9 novembre à Marseille se tiendront les Rencontres euro-méditerranéennes contre la mondialisation libérale, en marge de la quatrième conférence euro-méditerranéenne, dite de Barcelone IV. A leur issue, un manifeste appellera les organisations des deux rives à se mobiliser pour le développement d'analyses et de propositions alternatives pour un autre partenariat euro-méditerranéen, replaçant l'économie au service de la personne humaine, dans le respect de ses droits fondamentaux.
Info: http://attac.org/euromed/ contact: secretariat.euromed@attac.org.

Voici donc le programme de l'autre sommet.

9 novembre 2000 – Marseille [Institut Universitaire de Formation des Maitres (IUFM) 63, La Canebière 13001 MARSEILLE, Métro: Vieux port] - Participation: 250Fr inscription: olga@attac.org

8h00 - 9h00 : accueil des participants
9h00 - 9h30 : ouverture de l'Autre sommet
9h30 - 12h30: ateliers Service Public (Education-Santé) / Privatisations - Zone Franche / Agriculture / Eau-Energie / Flux migratoires - chômage et précarité / Droits des peuples et démocratie / Dette
12h30 - 14h15 : repas
14h30 - 16h00: séance plénière, restitution et synthèse des travaux en ateliers
16h30 - 18h00: débat et discussion sur la plate-forme finale
18h00 : fin de l'Autre sommet
19h00- 20h30 : soirée-buffet pour les participants à l'Autre sommet aux Docks des Suds
20h30 - 21h30 : présentation à l'attention des ministres de la conférence de Barcelone IV
22h00 - ... : soirée concert aux couleurs de la Méditerranée

MEETING - MANIFESTATION
11 novembre 2000 - Porte d'Aix, Marseille
11h00 - 15h30 : accueil des manifestants avec point info, stands et rencontres avec les délégués de l'Autre sommet
1600 - 19h00 : départ de la manifestation de la Porte d'Aix vers la Préfecture

Vous pourrez retrouver des informations, articles et brèves concernant l Autre Sommet dans le Grain de Sable n°14, mensuel des groupes locaux d ATTAC France http://attac.org/journal.htm

Brèves d OMC

Les discussions sur la Propriété Intellectuelle continuent de diviser l OMC

Les discussions se sont poursuivies sur la propriété intellectuelle dont celle liée aux indications géographiques qui est devenu un sujet de préoccupation pour nombre de pays; mais dès que les débats de pure procédure étaient dépassés pour aborder des problèmes plus concrets, la plupart de ces sujets n ont fait l objet d aucun consensus.

L Inde et le Groupe africain (qui a reçu le soutien d un grand nombre de PVD, dont le Brésil) s efforcent à ce que le Conseil de la Propriété Intellectuelle prenne en compte des sujets comme la biodiversité, les connaissances traditionnelles, les droits des agriculteurs à reproduire et à partager les semences, ainsi que les problèmes éthiques liés au brevetage du vivant. Pour leur part les USA font valoir que s il doit y avoir un partage de bénéfice, ce devrait être à l étape initiale de l exploration du matériel biologique et non après que de nouvelles inventions aient été faites.

Nombreux sont les délégués (essentiellement chez ceux du G-15 et du G-77) qui ont réclamé une harmonisation entre la Convention de l ONU sur la Biodiversité et l Accord sur la propriété Intellectuelle liée au commerce, ce à quoi les USA, qui ne font pas partie à cette Convention, s opposent fortement. L Inde souhaite qu on inclue dans le texte l obligation de rendre publique la source du matériel génétique lors de tout dépôt de brevet. Mais les USA et les autres pays développés préfèrent que l article 27.3 (b) en cours de réexamen reste en l état et qu on s en tienne aux aspects techniques et procéduraux



Une autre impasse tourne autour de la révision concernant le dépôt des indications géographiques, jusqu ici limitées aux vins et spiritueux. Mais un certain nombre de pays veulent l étendre à d autres indications, par exemple Cuba pour son tabac ou son rhum. Pour la première fois, il a été fait allusion au riz “basmati” (qui n y est pas à proprement parlé un lieu mais dont la dénomination est associée à différentes parties de l Inde et du Pakistan). On se rappelle que l Inde s oppose à l utilisation de ce terme par la société US RiceTec, qu elle juge illégale. Cependant d autres (dont les USA ou le Canada) déclarent que le Conseil n a pas vocation à négocier l extension de la couverture “à un plus haut niveau”.

Par ailleurs, la discussion sur l application des mesures est considérée par nombre d analystes comme le principal point d achoppement pour la reprise d un nouveau round. La plupart des PVD veulent voir ce chapitre résolu au niveau du Conseil Général, alors que les principaux pays développés estiment que ce problème doit être porté devant le comité technique (dont les progrès sont très lents), ou lors d un nouveau round.

Subventions agricoles européennes

L UE s est déclaré prête à diminuer encore ses subventions agricoles à l export à condition que les autres membres en fassent autant. Le Commissaire européen a déclaré que les crédits d exportation, l aide alimentaire et les entreprises commerciales publiques restaient “totalement hors de contrôle” des règles courantes de l OMC. C est la première fois que l effet pervers de l aide alimentaire est ainsi mis en avant comme sujet devant être régulé par l OMC.

L Inde a rappelé qu elle dispose de moyens pour imposer un relèvement des tarifs douaniers sur les importations de produits agricoles faisant l objet de prix de dumping, ceci pour répondre à l Inquiétude du monde paysan liée à la suppression des quotas d Importations. Le pays a déjà relevé les droits à l Importation sur différents produits alimentaires permettant de protéger ses producteurs nationaux face à des prix d Importations meilleur marché. Au Karnataka, début Octobre, près de 100 associations paysannes venant de 68 pays, ont déclaré s opposer à l OMC et ont estimé nécessaire de rétablir les subventions agricoles. Ils ont accusé l OMC et la Banque Mondiale d être responsables du retrait des firmes du secteur public en ayant laissé les multinationales s Installer sur ce secteur. Les fermiers ont demandé que les instituts agronomiques indiens testent l adaptabilité climatique, les caractéristiques de germination et la susceptibilité aux pesticides et maladies des semences ainsi distribuées. Leur fourniture aux fermes devraient passer par des banques communautaires de semences.

Proposition de l UE d ouverture complète de ses frontières aux importations des Pays les plus pauvres.

Cette proposition “Tout sauf les Armes” (en anglais EBA), imposerait toutefois une période transitoire de 3 ans sur les produits “sensibles” (bananes, sucre et riz). L UE importe de ces 48 pays 0.003 % du total de ses importations; l UE reste malgré tout leur principal marché d exportation avec 56 % du total de celles-ci. Selon l UE, cette ouverture permettra à ces pays de mieux surmonter l augmentation des prix du brut de la période actuelle. Cette annonce, couplée à celle d améliorer la distribution de produits pharmaceutiques contre le sida, le paludisme et la tuberculose dans ces pays, coïncide avec la réunion de Prague. On peut se demander si cette initiative ne va pas en fait faire éclater la solidarité des PVD qui s opposent à la reprise d un nouveau round à l OMC.

Parmi les 48 pays les plus pauvres définis par l ONU, 39 sont des pays ACP, qui viennent de signer l Accord de Cotonou. Or l EBA va bien au-delà de ce qui est prévu dans l accord de Cotonou; Des frictions, à l intérieur de ce groupe, ne sont donc pas à exclure car les pays ACP pourraient subir une concurrence accrue des 9 autres pays les plus pauvres faisant partie de l EBA mais non ACP [parmi lesquels le Myanmar/Birmanie]. Une autre source de désaccord à l EBA pourrait aussi bien provenir des PVD ne figurant pas sur la liste de l ONU parmi les 48 les plus pauvres. Un ex. : les planteurs de café indiens.

L accession de la Chine à l OMC atteint son point critique

On estime généralement que la Chine tente de sortir de ses engagements bilatéraux concédés pendant les négociations pour son entrée et s efforce de soutirer d autres concessions que pourrait lui offrir le processus plurilatéral. De leur coté les Chinois estiment qu ils ne peuvent accepter de nouvelles demandes des autres membres au prétexte de s assurer de l application des engagements chinois. Ils



pensent qu'il s'agit d'une tentative pour réouvrir les négociations sur les accords bilatéraux déjà signés, alors qu'il leur parait impossible de s'engager à ouvrir leur marché au-delà de ce qui est contenu dans ces accords. Certains supposent que l'impasse tient plus à la culture politique chinoise à l'intérieur de ses frontières. On estime à 40 Millions, soit 3 % de la population, le nombre de Chinois qui vont perdre leur emploi durant les 5 premières années suivant l'accession de la Chine, dont une majorité provenant des campagnes ou du secteur public. De ce fait certaines factions à Beijing, opposées à la libéralisation du commerce, pourraient tenter de faire éclater le processus d'accession. Ch.Barshefsky, du coté US, comme P.Lamy, du coté européen, vont se rendre prochainement à Beijing pour s'assurer que l'impasse actuelle est susceptible de trouver une solution. Plusieurs pays d'Amérique latine ont annoncé leur intention d'entamer des négociations bilatérales avec la Chine.

Organe de Règlement des Différents

Concernant le litige de la banane et sa proposition d'un système de quotas basé sur le principe "premier arrivé, premier servi", qui ne répond pas aux espérances des producteurs américains, l'UE pourrait s'orienter "après une brève période de transition" vers un régime uniquement tarifaire. Mais d'une part l'Equateur craint que cette période de transition dure un peu trop longtemps. Le Honduras craint pour sa part que les licences d'importation soient automatiquement accordées aux pays ACP. Par ailleurs le régime uniquement tarifaire rencontre un certain nombre d'oppositions, y compris chez les producteurs des Caraïbes, les importateurs européens, et certains des Etats de l'UE.

Par ailleurs les USA, après le rendu de la Chambre d'Appel sur plainte du Japon et de l'UE, doivent amender leur loi anti-dumping de 1916 permettant à leurs sociétés de demander des dommages aux sociétés étrangères accusées de dumping sur le marché US. Ils ont en principe 15 mois pour s'y conformer.

Concernant le litige USA-UE sur les Sociétés US de ventes à l'étranger sur plainte de l'UE, un protocole vient d'être signé entre les parties, qui n'aurait pu être obtenu qu'en échange d'un assouplissement de la position des USA sur les mesures dites de carrousel qu'ils voudraient appliquer en réponse à l'interdiction UE des importations de boeuf US et son régime restrictif sur les bananes, les deux parties semblant désirer geler leurs disputes commerciales jusqu'à l'installation de la nouvelle administration US.

Les OGM devant l'ORD.

Il s'agit du premier cas d'espèce sur plainte de la Thaïlande contre l'Egypte qui a interdit l'importation de thon de Thaïlande en boite, dont l'huile de soja pourrait être à base d'OGM. "Nous importons des graines de soja à base d'OGM mais nous n'en cultivons pas chez nous" s'est défendu le représentant thaïlandais !

L'OMC a besoin d'argent.

M Moore a incité les pays membres à augmenter leur participation. Il faudrait 6.3 M$ supplémentaires rien que pour satisfaire les besoins de base plus 11.250 M$ pour les activités qui sont en hausse. M Moore avait demandé en juillet de permettre aux entreprises privées et aux ONG de faire des contributions financières.

Où on reparle de Monsanto

Genewatch, une ONG britannique, a rendu publique le mois dernier le fait que Monsanto est en train de procéder à une vaste campagne de lobbying auprès des experts choisis pour siéger dans les comités scientifiques internationaux en vue de promouvoir les OGM. L'information proviendrait d'une source interne confidentielle chez Monsanto, le but de la société étant d'influencer les décideurs des départements ministériels des PVD. 20 pays développent des cultures à base d'OGM où Monsanto est influente. Il s'agit entre autres du Japon, de la Thaïlande, du Mexique, du Brésil, de la Corée mais aussi des USA et de l'UE.

Un accord entre l'Indonésie et Monsanto sur le développement de graines de coton vient d'être reporté, suite aux pressions d'ONG et l'opposition du Ministère de l'Environnement de ce pays. Cependant la culture de graines Monsanto a déjà commencé depuis 5 mois; certaines ont été exportées et d'autres distribuées sur le marché national, le pays ne couvrant que 1% de sa demande intérieure. Monsanto prétend qu'il avait obtenu la permission d'exploitation du Service. de Recherche et Développement du Ministère des Forêts et Plantation d'alors. Quant aux planteurs de la région concernée ils se déclarent satisfait des rendements qui sont de 2 à 3 tonnes/ha contre 0.401 T/ha.. pour le coton local.



Les 14 Etats CARICOM veulent attaquer l'OCDE devant l'OMC !

Le CARICOM (marché commun des Caraïbes en cours de constitution) accuse l'OCDE de tentative de jugement sortant de sa sphère territoriale. L'OMC leur semble plus propice pour leur action que d'attaquer chacun des 29 membres de l'OCDE, celle-ci ne pouvant l'être directement.

L'OCDE menace de sanctions les pays qu'elle soupçonne de pratiques laxistes de leurs services financiers et de leur droit fiscal.

Bien qu'ils espèrent un résultat à leur action qui leur soit favorable, plusieurs pays, tel les Bahamas, ont commencé à prendre des mesures de surveillance plus sévères et à durcir leur législation en faisant connaître les transactions "inhabituelles". Il n'en demeure pas moins que les juridictions de ces territoires off-shore continuent d'affirmer qu'elles ne céderont pas devant les menaces de l'OCDE pour qu'elles amendent leur politique fiscale.

Des nouvelles de la ZLE des Amériques.

Le nouveau Président mexicain a proposé une ZLE avec le Mercosur, ce qui semble loin d'être acquis, compte tenu du ressentiment brésilien à l'égard des relations commerciales mexicaines avec les USA. En conséquence, les efforts du Mexique se porteraient sur les pays d'Amérique centrale sur le court terme. Cette zone (allant des états méridionaux du Mexique à Panama) aurait pour objectif de créer des projets d'infrastructures communs dans les transports.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Taxe Tobin

Le 18 octobre les coordinations ATTAC d'élu(e)s au Sénat et à l'Assemblée nationale tiendront une conférence de presse. Un nouvel amendement à la loi de finances est en projet et serait déposé conjointement. De plus la présidence française de l'Union européenne n'a pas manqué d'oublier le contre-amendement voté il y a quelques mois qui lui demande de mettre en place une étude de faisabilité. Il est vrai qu'entre temps il y a eu le rapport de Ministère des finances.

A ce propos une réponse d'ATTAC France plus détaillée et attaquant techniquement ses conclusions est en voie de finalisation. Au même moment à Montréal le week-end prochain, précédant de quelques jours une réunion du G20 dans cette même ville (présidé par Paul Martin qui bien entendu a voté la motion 239 en mars 1999 qui demande à son gouvernement canadien de promouvoir la Taxe Tobin dans les instances internationales et donc...), le réseau informel mondial autour de la Taxe Tobin se réunit afin de se donner les moyens de campagnes globales à venir. Ce sera la seconde réunion de ces réseaux et organisations depuis le sommet alternatif de Genève en juin dernier. Plus prêt de nous en Europe, se tiendra aussi une deuxième réunion, celle des ATTAC européens. Une soixantaine de représentant(e)s sont attendu(e)s.

Pour en savoir plus sur la conférence de presse :
groupe.assemblee.nationale@attac.org
groupe.senat@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Mardi : DUBLIN - ST NAZAIRE – PARIS 11 – METZ – COMMINGES – BORDEAUX – BOURGES – ROUEN
- Mercredi : BONN (Debate 21) - CHAUMONT – CAEN – PARIS 11 – ISSOIRE – ST GERMAIN EN LAYE – POITIERS – COMMINGES – BORDEAUX – FIGEAC - BOURGES
- Jeudi : DUBLIN - BONN (Debate 21) – PARIS 19 – CONFLANS STE HONORINE – COMMINGES – BORDEAUX – RENNES – BOURGES – CANNET - ROUEN
- Vendredi : BONN (Debate 21) – ST ANDRE LES LILLE – NANTES – LAVAL – CANNES – MONTREUIL – COMMINGES – BORDEAUX – AIX EN PROVENCE – DUNKERQUE - BOURGES